

L'aide au développement a culminé à 100 milliards USD en 2005, avec une tendance sous-jacente à la hausse de 9%

L'aide publique au développement (APD) consentie aux pays en développement par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a atteint 106 milliards USD en 2005, un niveau sans précédent. Ce total correspond à 0.33 % du revenu national brut (RNB) cumulé des membres du CAD, soit en augmentation par rapport à 0.26% en 2004 (voir le tableau 1 et le graphique 1). Si l'on fait abstraction des sommes qui sont allées aux dons d'allègement de la dette – qui ont été multipliées par cinq en 2005 – l'APD émanant des membres du CAD s'est accrue, en 2005, de 6.6 milliards USD, soit 8.7 % en termes réels.

Cette augmentation est principalement à mettre au compte des deux facteurs suivants :

- **L'allègement de la dette de l'Irak et du Nigeria.** En 2005, les créanciers du Club de Paris ont accordé des remises de dette qui se sont élevées à près de 14 milliards USD pour l'Irak et à un peu plus de 5 milliards USD pour le Nigeria. Des allègements de dette viendront à nouveau gonfler les chiffres de l'APD en 2006 pour le Nigeria, et au cours des trois prochaines années pour l'Irak, à mesure de la mise en œuvre des étapes suivantes des accords d'allègement de la dette conclus par les membres dans le cadre du Club de Paris.
- **L'aide aux victimes du tsunami.** Les membres du CAD ont versé quelque 2.2 milliards USD d'aide publique aux pays touchés par le tsunami qui a ravagé les rives de l'Océan indien en décembre 2004.

La diminution des allègements de dette devrait entraîner un léger recul de l'APD en 2006 et 2007. La progression régulière observée depuis peu pour les autres catégories d'aide devrait toutefois se poursuivre si les donateurs respectent les engagements qu'ils ont souscrits concernant le volume de leur APD pour les années à venir (voir le graphique 2).

Les États-Unis sont arrivés en tête des donateurs, devant le Japon, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. Les seuls pays à avoir dépassé l'objectif fixé par les Nations Unies de consacrer 0.7 % de leur RNB à l'APD restent le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

En 2005, l'APD nette des États-Unis s'est chiffrée à 27 milliards USD, en hausse de 16.2 % en termes réels hors dons d'allègement de dettes. Le rapport APD/RNB de ce pays est passé de 0.17 % à 0.22 %, son plus haut niveau depuis 1986. Abstraction faite de l'allègement de la dette de l'Irak (3.9 milliards USD), cette augmentation s'explique principalement par l'aide à la reconstruction consentie à l'Irak (3.5 milliards USD), l'aide à la reconstruction et à la lutte contre le trafic de drogues accordée à l'Afghanistan (1.5 milliard USD) et l'accroissement des dons au titre de la coopération technique.

L'APD nette du Japon a atteint 13 milliards USD, ce qui a porté le rapport APD/RNB à 0.28 %. Ce chiffre représente une augmentation de 12.1 % en termes réels, hors dons d'allègement de dettes, en faveur de l'Irak principalement pour un montant de quelque 3.2 milliards USD. Le Japon a en outre apporté pour plus de 540 millions USD d'aide aux pays touchés par le tsunami. Le montant des versements bruts d'APD du Japon s'est élevée à 19 milliards USD, soit une progression de 3.3 % en termes réels, si l'on ne tient pas compte des dons d'allègement de dettes.

Les quinze pays membres du CAD qui appartiennent à l'UE ont porté leur APD globale à 56 milliards USD, ce qui représente 0.44 % de leur RNB cumulé. Cette augmentation a majoritairement été affectée à des dons d'allègement de dettes. Si l'on exclut cette catégorie d'aide, la hausse réelle de l'APD est de 3.8 % par rapport à 2004. En 2002, les membres de l'UE se sont engagés à hisser leurs apports

d'APD à 0.39 % de leur RNB cumulé pour 2006, chaque pays devant respecter un objectif minimal de 0.33 %. L'Espagne, la Grèce, l'Italie et le Portugal demeurent en deçà de cet objectif, et l'Allemagne et l'Autriche ne l'ont atteint en 2005 que grâce au montant exceptionnel de leurs opérations d'allègement de la dette.

Si l'on ne tient pas compte des dons d'allègement de dettes, les pays de l'UE dont l'aide a enregistré les plus fortes hausses sont :

- L'Espagne (13.7 %), suite à un accroissement de sa contribution à la CE et de ses dons bilatéraux
- La Grèce (11.4 %), sous l'effet de l'augmentation de ses apports d'aide d'urgence et de coopération technique
- L'Italie (40 %), en raison de généreuses contributions aux organismes multilatéraux
- La Suède (20.3%), du fait d'importantes contributions aux Nations Unies et à la Banque mondiale.

Ont également été observées des augmentations en termes réels de l'APD de l'Autriche (9 %), de la Belgique (17.2 %), du Danemark (0.8 %), de la Finlande (11.6 %), de l'Irlande (11.4 %), du Luxembourg (8.4 %), et des Pays-Bas (16.6 %), tandis que celle de la France est restée stationnaire.

L'Allemagne et le Royaume-Uni ont enregistré un recul de leur APD, de respectivement 9.8 % et 1.7 % en termes réels. La chute de l'aide du Portugal (- 65.1 %) était quant à elle exceptionnelle, et s'explique par le fait qu'en 2004 l'APD portugaise avait été gonflée par une importante opération de réaménagement de la dette en faveur de l'Angola.

L'aide émanant de la Commission européenne a augmenté de 8.7 % pour s'établir à 9.6 milliards USD, sous l'effet à la fois de l'amélioration de la capacité de versement de la CE et du volume substantiel d'aide à la reconstruction apporté aux pays touchés par le tsunami.

Abstraction faite des dons d'allègement de dettes, l'APD des autres pays du CAD a affiché les évolutions suivantes :

- Australie, plus 6.1 %
- Canada, plus 17.8 % sous l'effet de l'augmentation des contributions aux organismes multilatéraux
- Norvège, plus 12.6% par suite de la multiplication des interventions face aux catastrophes en 2005, en particulier des projets de reconstruction liés au tsunami
- Nouvelle-Zélande, plus 18.7% en raison des secours exceptionnels déployés à la suite du tsunami
- Suisse plus 0.1 %, sans grand changement.

Parmi les pays donateurs de l'OCDE non membres du CAD, la Corée, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque ont été les seules à fournir des données préliminaires pour 2005. Toutes ont fait état d'une augmentation considérable du volume de leur APD :

- L'APD de la Corée a atteint 744 millions USD, sous l'effet de la progression des dons bilatéraux, mais également des contributions à la Banque mondiale et aux banques régionales de développement.
- L'APD de la Pologne s'est hissée à 283 millions USD, par suite de l'accroissement des contributions au budget de développement de la CE.
- L'APD de la République slovaque a pratiquement doublé pour atteindre 56 millions USD, en raison notamment du renforcement de l'aide aux pays les moins avancés, d'Afrique sub-saharienne en particulier.

- L'APD de la République tchèque est passée à 131 millions USD, du fait de l'augmentation des contributions au budget de développement de la CE.

TABLEAU 1. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE EN 2005

Données préliminaires

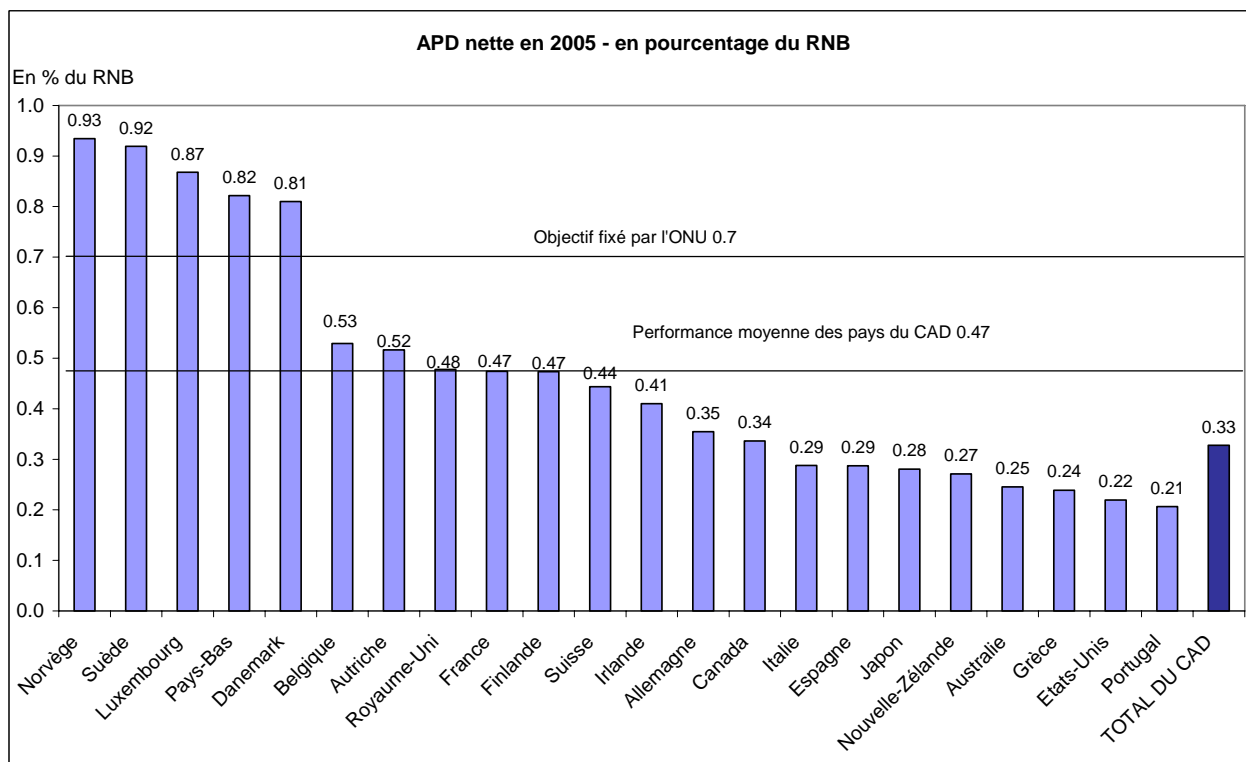
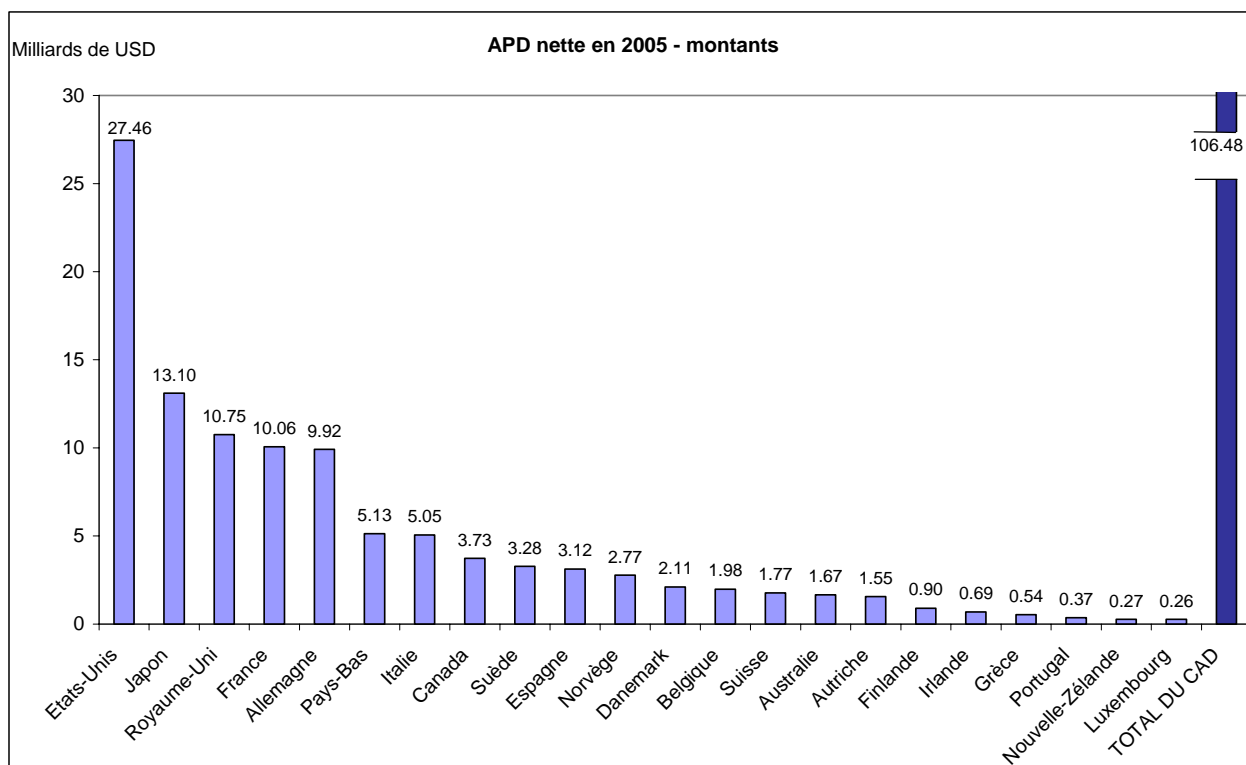
	2005		2004		non compris les dons sur les réaménagements de dettes variation en millions de USD de 2004 à 2005 (1) Aux prix et taux de change de 2004	
	APD millions de USD	APD/RNB %	APD millions de USD	APD/RNB %	Variation en pourcentage	
Allemagne	9 915	0.35	7 534	0.28	- 684	-9.8
Australie	1 666	0.25	1 460	0.25	88	6.1
Autriche	1 552	0.52	678	0.23	53	9.0
Belgique	1 975	0.53	1 463	0.41	216	17.2
Canada	3 731	0.34	2 599	0.27	449	17.8
Danemark	2 107	0.81	2 037	0.85	17	0.8
Espagne	3 123	0.29	2 437	0.24	305	13.7
États-Unis	27 457	0.22	19 705	0.17	3 172	16.2
Finlande	897	0.47	680	0.37	76	11.6
France	10 059	0.47	8 473	0.41	- 3	0.0
Grèce	535	0.24	465	0.23	53	11.4
Irlande	692	0.41	607	0.39	69	11.4
Italie	5 053	0.29	2 462	0.15	939	40.0
Japon	13 101	0.28	8 922	0.19	1 064	12.1
Luxembourg	264	0.87	236	0.83	20	8.4
Norvège	2 775	0.93	2 199	0.87	276	12.6
Nouvelle-Zélande	274	0.27	212	0.23	40	18.7
Pays-Bas	5 131	0.82	4 204	0.73	660	16.6
Portugal	367	0.21	1 031	0.63	- 668	-65.1
Royaume-Uni	10 754	0.48	7 883	0.36	- 123	-1.7
Suède	3 280	0.92	2 722	0.78	546	20.3
Suisse	1 771	0.44	1 545	0.41	2	0.1
TOTAL DU CAD	106 477	0.33	79 553	0.26	6 567	8.7
Performance moyenne des pays du CAD		0.47		0.42		
<i>Pour mémoire rubriques comprises ci-dessus :</i>						
CE	9 629		8 704		755	8.7
Pays du CAD Membres de l'Union Européenne	55 704	0.44	42 910	0.35	1 477	3.8
Pays du G7	80 068	0.29	57 578	0.22	4 814	8.9
Pays non membres du G7	26 409	0.50	21 976	0.45	1 753	8.3
<i>Pays non membres du CAD:</i>						
Corée	744	0.09	423	0.06	242	57.1
Pologne	283	0.09	118	0.05	119	101.0
République slovaque	56	0.12	28	0.07	25	87.7
République tchèque	131	0.11	108	0.11	15	15.8

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Note: Les données 2005 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2006. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaire des pays.

Source: OCDE, 27 mars 2006.

Graphique 1. Aide publique au développement nette en 2005



Graphique 2. APD nette des membres du CAD de 1990 à 2004 et simulations du Secrétariat du CAD jusque 2006 et 2010

